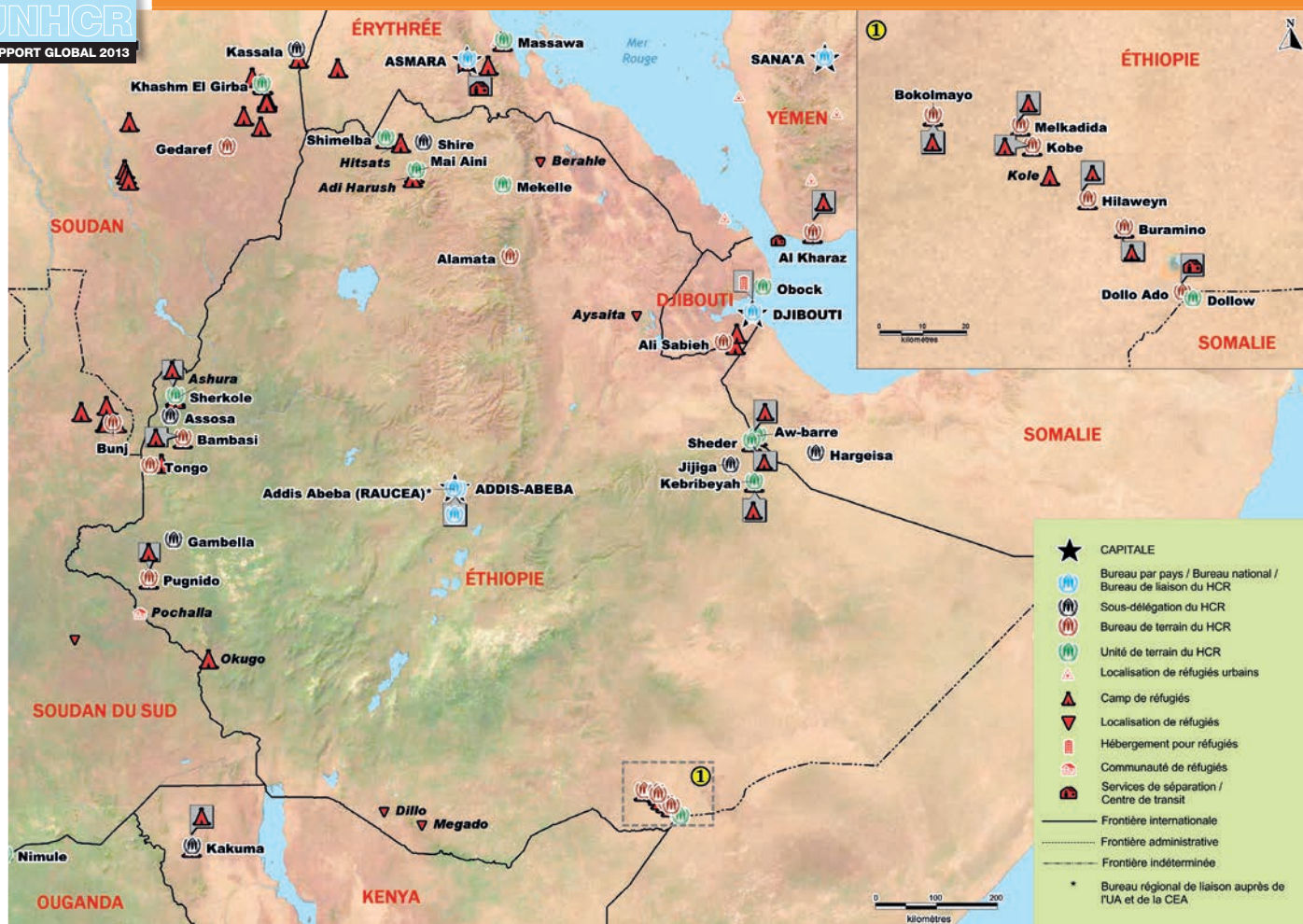


ÉTHIOPIE



| Aperçu |

Faits marquants

- Le Gouvernement a continué à pratiquer une politique de la porte ouverte vis-à-vis des demandeurs d'asile. Au cours de l'année, la population relevant de la compétence du HCR est passée de près de 379 000 à près de 436 000 personnes, la plupart d'entre elles (57 160) arrivant à Dollo Ado.
- Les programmes centrés sur les moyens de subsistance et les activités génératrices de revenus se sont poursuivis, ouvrant de nouvelles perspectives en matière d'activités agricoles pour les réfugiés de Dollo Ado et élargissant l'accès à la formation technique et professionnelle à Dollo Ado et à Shire.
- Pour endiguer les mouvements secondaires à partir de l'Éthiopie, le HCR a organisé des activités de sensibilisation, assuré l'accès à des programmes d'appui aux moyens de subsistance et accru l'offre éducative. En s'inspirant de sa stratégie régionale sur la traite et le trafic de réfugiés dans la Corne de l'Afrique et en cherchant à appuyer les objectifs gouvernementaux, l'Organisation a élaboré une stratégie nationale de lutte contre la traite et le trafic et soutenu un nouveau programme conjoint des Nations Unies sur la traite et les migrations mixtes.

Présence du HCR | 2013

Nombre de bureaux	22
Total personnel	420
Effectif international	72
Effectif national	269
JEA	2
VNU	7
Autres	70

- Le HCR a lancé des stratégies nationales sur la protection de l'enfance et la violence sexuelle et sexiste, et élaboré un projet régional de protection de l'enfance.
- L'Organisation a facilité la réinstallation de 2 640 individus. L'intérêt pour le rapatriement librement consenti est resté limité en 2013. L'instabilité, ainsi que des problèmes liés à la terre et à

la propriété, ont empêché de rapatrier comme prévu 2 800 réfugiés kényans d'ethnie borana qui résidaient dans le sud de l'Éthiopie.

- La politique « hors camps », qui permettait à des réfugiés érythréens parrainés de résider hors des camps a été étendue à l'ensemble des réfugiés accueillis en Éthiopie, bien que les Érythréens aient été les seuls à en faire usage.
- Le Gouvernement a fourni les terrains nécessaires pour aménager des camps de réfugiés et les dispositifs

destinés à assurer à la fois la sécurité des réfugiés et celle des humanitaires. Les réfugiés pouvaient également tirer parti des ressources naturelles mais les communautés d'accueil ont exprimé des préoccupations récurrentes au sujet de la disponibilité du bois de chauffe.

- L'Organisation a continué à débattre avec le Gouvernement d'une éventuelle ratification des Conventions de 1954 et de 1961 sur l'apatridie.

Personnes relevant de la compétence du HCR

En 2013, les principales populations relevant de la compétence du HCR en Éthiopie étaient toujours composées de réfugiés somaliens vivant dans huit camps situés à Dollo Ado et à Jijiga, ainsi qu'à Addis-Abeba ; de réfugiés érythréens, résidant pour la plupart dans des camps aux alentours de Shire mais également à Addis-Abeba et dans d'autres centres

urbains ; de réfugiés soudanais accueillis dans trois camps de la zone d'Assosa, située dans la région Benishangul-Gumuz ; et de réfugiés sud-soudanais installés dans des camps de la région de Gambella ou au sein de communautés d'accueil à Raad et Woreda Wanthowa.

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Somalie	240 800	240 800	53	68
	Érythrée	84 400	84 400	35	31
	Soudan du Sud	71 500	71 500	54	65
	Soudan	33 600	33 600	49	58
	Kenya	2 900	2 900	54	59
	Rép. dém. du Congo	500	500	43	36
	Pays divers	240	240	40	44
Demandeurs d'asile	Rép. dém. du Congo	470	470	47	53
	Soudan	310	310	5	4
	Pays divers	160	160	35	30
Autres pers. relevant de la compétence du HCR	Personnes à charge des réfugiés	1 000	1 000	52	7
Réfugiés rapatriés	Pays divers	30	30	-	-
Total		435 910	435 910		

| Résultats en 2013 |

Réalisations et impact

Le tableau suivant contient des exemples d'objectifs et de cibles prévus pour les interventions dans le cadre du programme du HCR dans cette opération en 2013. De brefs commentaires sur les résultats de fin d'année

et l'impact sur les personnes relevant de la compétence du HCR sont indiqués, notamment les raisons pour lesquelles les cibles n'ont pu être atteintes dans certains cas.

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
ENVIRONNEMENT DE PROTECTION FAVORABLE			
Accès au territoire amélioré et risque de refoulement réduit			
<p>Résultats/impact : les autorités éthiopiennes ont continué à appliquer des procédures de reconnaissance d'emblée (prima facie) du statut de réfugié à Dollo Ado et aucun cas de refoulement n'a été constaté. Le HCR a travaillé en étroite collaboration avec l'Administration chargée des réfugiés et des rapatriés (ARRA) pour assurer l'accueil des réfugiés.</p> <p>Écarts : les demandeurs d'asile et les réfugiés ont bénéficié de services de meilleure qualité dans les centres d'accueil après que les autorités aient renforcé les capacités du personnel chargé de la présélection et du contrôle de l'immigration à la frontière, avec l'appui du HCR. Les activités de surveillance du HCR ont toutefois été limitées : en effet, en raison de l'insécurité, les autorités n'ont pu délivrer au HCR l'autorisation nécessaire pour surveiller directement le principal point de passage de la frontière entre la Somalie et Dollo Ado, à savoir le pont de Dollo Ado.</p>			
% de personnes enregistrées à titre individuel	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Dollo Ado)	100%	100%
Mesure dans laquelle un système de surveillance systématique et indépendant est mis en place	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Dollo Ado)	70%	20%
BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS			
État de santé de la population amélioré			
<p>Résultats/impact : environ 90 pour cent de la population réfugiée a bénéficié de services de médecine primaire. La population locale a bénéficié de sept pour cent de l'ensemble des consultations externes.</p> <p>Les réfugiés sud-soudanais (principalement ceux qui résidaient dans la région de Gambella) ont bénéficié de plus 58 000 consultations dans trois centres de santé ; près de 25 000 de ces consultations concernaient des enfants de moins de cinq ans.</p> <p>Le centre de santé du site sud-soudanais aménagé au camp de Pugnido (village 12) a été rénové et a assuré des consultations auprès de la communauté pendant que ses services d'hospitalisation étaient construits.</p> <p>Écarts : il faut accorder davantage d'attention aux méthodes de planification de la famille car il est apparu que deux pour cent à peine des femmes utilisaient des méthodes contraceptives. La pénurie de fournitures de planification de la famille, due à des contraintes financières, a continué à poser un grave problème.</p>			
Taux de mortalité des moins de cinq ans pour 1 000 par mois	Réfugiés soudanais dans l'ouest de l'Éthiopie (Gambella)	1	1,57
Nombre de structures de santé équipées/ construites/ rénovées	Réfugiés soudanais dans l'ouest de l'Éthiopie (Gambella)	4	4

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
Approvisionnement en eau potable accru ou maintenu			
<p>Résultats/impact : les réfugiés soudanais vivant dans la région Benishangul-Gumuz avaient eu accès en moyenne à 20 litres d'eau par personne et par jour à la fin de l'année. L'installation de nouvelles pompes de surface et la remise en état de puits ont accru la production et la distribution de l'eau.</p> <p>L'accès des personnes handicapées, des enfants, des femmes et des personnes âgées a été facilité grâce à la construction de robinets adaptés à leurs besoins particuliers.</p> <p>Écarts : les besoins de la communauté d'accueil, concernant l'eau, les moyens de subsistance et les activités de construction d'abris ont parfois eu une incidence négative sur le volume d'eau disponible au sein des ménages réfugiés. Pour remédier à ce problème, le HCR a informé les ménages touchés des mesures de gestion de l'eau et a, dans certaines communautés d'accueil, installé de nouveaux réseaux de distribution pour réduire ou atténuer la pression exercée sur les réseaux des camps.</p>			
Nombre moyen de litres d'eau par personne et par jour	Réfugiés soudanais dans l'ouest de l'Éthiopie (Assosa)	20	19 92
Nombre de personnes desservies par un réseau de distribution	Réfugiés soudanais dans l'ouest de l'Éthiopie (Assosa)	40 000	37 212
AUTONOMISATION ET AUTOGESTION COMMUNAUTAIRES			
Autosuffisance et moyens de subsistance améliorés			
<p>Résultats/impact : en collaboration avec ses partenaires, la Pastoralist Welfare Organisation et le Conseil norvégien pour les réfugiés, le HCR s'est employé à favoriser le développement des entreprises agroalimentaires à Kobe et Hilaweyn.</p> <p>L'OIT a identifié plus de 60 groupes (comprenant au moins 1 000 personnes) ayant la capacité de créer des entreprises dans le cadre d'un programme de subventions et a dispensé une formation sur la planification des activités des entreprises, la réglementation correspondante et les mécanismes de subvention à 15 groupes à Hilaweyn et à 30 groupes à Kobe. En outre, la Partnership for Pastoralist Development Association a accordé des subventions à 30 personnes gérant de petites entreprises dans les camps de Bokolmanyo et Melkadida.</p> <p>Les cours d'alphabétisation et d'arithmétique ainsi que les formations techniques assurés par le Conseil norvégien pour les réfugiés à Kobe et Hilaweyn et par Save the Children International à Bokolmanyo ont renforcé le potentiel de 765 personnes.</p> <p>Écarts : les ressources disponibles pour étendre les systèmes d'irrigation, accélérer la croissance des entreprises agroalimentaires à Buramino et à Melkadida, et mettre en place un programme complet d'appui aux moyens de subsistance à Bokolmanyo sont restées limitées.</p>			
Mesure dans laquelle le profil socioéconomique des personnes et leur capacité à assurer leur subsistance sont définis et suivis	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Dollo Ado)	80%	40%
Nombre de personnes ayant accès à des terres agricoles et à d'autres ressources naturelles productives	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Dollo Ado)	200	250
SOLUTIONS DURABLES			
Potentiel en matière de réinstallation réalisé			
<p>Résultats/impact : la réinstallation était la principale solution durable pour la majorité des réfugiés somaliens accueillis à Jijiga. Un petit nombre de retours spontanés en Somalie ont eu lieu. Dans le camp de Kebribeyah, un exercice à grande échelle destiné à réinstaller des réfugiés somaliens a été centré sur la satisfaction des besoins prolongés, car la plupart des réfugiés dont la réinstallation était envisagée avaient quitté le sud ou le centre de la Somalie dans les années 1990.</p> <p>Écarts : 1 478 dossiers ont été soumis aux fins de la réinstallation, alors que la cible était de 1 850 dossiers.</p>			
% de personnes ayant besoin d'être réinstallées et faisant l'objet d'une demande de réinstallation	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Jijiga)	100%	100%
Nombre de formulaires de réinstallation soumis	Réfugiés et demandeurs d'asile somaliens (Jijiga)	1 850	1 478

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux :

Administration chargée des réfugiés et des rapatriés, Bureau de l'Agriculture et du développement rural du *woreda Tselemet*, Ministère de l'Agriculture, Développement et Protection des ressources naturelles – Assosa, Ministère du Développement des ressources naturelles et de la protection de l'environnement

ONG :

Action Contre La Faim – France, *Afar Pastoralist Development Association*, *Africa Humanitarian Action*, *African Humanitarian Aid and Development Agency*, Comité international de secours, Conseil norvégien pour les réfugiés, *the Ethiopian Orthodox Church Development and Inter-Church Aid Department*, Fédération luthérienne mondiale, *Gaia Association*, *International Medical Corps*, *Mother and Child Development Organization*, *Opportunities in Industrialisation Centre*, *Oxfam – GB*, Partner for Refugee Services, *Partnership for Pastoralist Development Association*, *Pastoralist Welfare Organization*, *Rehabilitation and Development Organization*, *Save the Children*, *Save the Environment*, Service jésuite des réfugiés, Vision du monde (International)

Autres :

OIM, OIT, UNOPS, VNU

Partenaires opérationnels

ONG :

Center for Victims of Torture, *Comitato Collaborazione Medica*, *Cooperazione Internazionale*, Conseil danois pour les réfugiés, *GOAL*, *HelpAge*, *Humedica*, *Islamic Relief World Wide* – Éthiopie, Médecins Sans Frontières – Espagne, France, Pays-Bas, ZOA

Autres :

FNUAP, OMS, PAM, UNICEF, UNOPS

Évaluation des résultats

Des structures communautaires de protection de l'enfance ont été mises en place et renforcées. Par exemple, les conditions de protection ont été améliorées pour quelque 1 500 mineurs érythréens non accompagnés à Shire. De concert avec le CICR, le HCR a étudié la possibilité de rapatrier de leur plein gré des enfants érythréens non accompagnés et séparés, une fois les sauvegardes appropriées mises en place. Un groupe de travail chargé de cette question a été constitué avec des partenaires clés afin d'assurer une réponse coordonnée sur le terrain et au niveau national.

La scolarisation s'est améliorée. À Jijiga, l'organisation de campagnes de sensibilisation et la distribution de lampes solaires ont eu un effet positif sur la scolarisation et sur les résultats des élèves. Cependant, la question de l'éducation est demeurée critique dans tous les camps de réfugiés d'Éthiopie – à l'échelle nationale, 56 pour cent des enfants réfugiés en âge d'aller à l'école n'étaient pas scolarisés et à Dollo Ado, 30 pour cent seulement des enfants de la tranche d'âge concernée étaient scolarisés.

Des procédures opérationnelles standard pour l'enregistrement en continu ont été finalisées, ce qui a permis au HCR de confirmer la présence de réfugiés et de saisir en permanence les changements et les besoins particuliers à travers les opérations. Cependant, en raison de contraintes financières, l'Organisation n'a pu lancer cette pratique dans l'ensemble de l'opération et une campagne de revalidation n'a pas été entreprise à Shire. La distribution de cartes d'identité pour réfugiés s'est poursuivie, bien que la plupart des réfugiés n'en aient pas reçu à la fin de l'année.

Les taux de malnutrition ont été réduits grâce à l'alimentation d'appoint assurée pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes souffrant de problèmes médicaux. Les réfugiés ont eu accès à des services de médecine primaire et ont été orientés si nécessaire sur des services de médecine secondaire ; en outre, le taux de mortalité des moins de cinq ans est resté acceptable dans la plupart des sites. L'accès à ces services a également fait prendre conscience aux femmes de la nécessité d'un accouchement sans risque et a réduit la mortalité maternelle. Les personnes vivant avec le VIH et le sida ont eu accès à des services de traitement antirétroviral.

En 2013, 33 000 ménages réfugiés, ainsi que l'ensemble des ménages accueillis dans les camps de Bambasi et de Togo, ont reçu des abris temporaires plus sûrs et préservant mieux l'intimité des familles.

Le volume d'eau disponible a augmenté, de sorte que la norme de 20 litres par personne et par jour a été respectée dans bon nombre de sites, grâce à la construction ou à l'agrandissement des réseaux de distribution des camps. Cependant, le volume fourni à Shire et à Gambella est resté inférieur au volume cible en raison de l'afflux de nouveaux arrivants en 2013.

L'approvisionnement des camps de réfugiés en énergie s'est amélioré, le taux de ravitaillement des ménages étant de 66 pour cent dans les camps de Benishangul-Gumuz et de 80 pour cent dans les camps de Jijiga. Cependant, en raison d'un manque de fonds, il n'a pas été possible de remplacer le bois de chauffe par d'autres combustibles et les camps qui accueillaient des réfugiés sud-soudanais n'ont pas eu accès à des sources d'énergie durables ou de remplacement.

En dépit des progrès accomplis dans certains domaines, le manque de financement et l'afflux incessant de réfugiés ont entraîné des insuffisances dans la prestation de services essentiels, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'eau potable et les latrines familiales, les salles de classe, les abris temporaires et les articles de secours.

Collaboration avec les partenaires

Le HCR a continué à travailler en étroite collaboration avec son principal partenaire gouvernemental, l'Administration chargée des réfugiés et des rapatriés (ARRA), pour assurer la protection des réfugiés et la prestation de services à leur intention. Une équipe spéciale permanente sur les réfugiés, réunissant des membres du personnel de l'ARRA, d'ONG, des donateurs et des partenaires onusiens, a coordonné la réponse d'urgence et la planification de mesures préalables pour les problèmes des réfugiés en Éthiopie, en utilisant les informations communiquées par des groupes de travail sectoriel se réunissant chaque mois au niveau central et sur le terrain.

Comme les années précédentes, le HCR a mis en œuvre l'Agenda transformatif du Comité permanent interorganisations, assumé la fonction de chef de file du module de la protection et participé aux travaux des autres modules. Le HCR et l'UNICEF ont coordonné leurs activités dans les secteurs clés de la protection de l'enfance, de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, en se reportant au plan

d'action annuel établi conjointement pour planifier les réponses sur le terrain. L'appui fourni par l'UNICEF en détachant du personnel dans des secteurs essentiels, tels que l'éducation, a sensiblement renforcé l'exécution du programme.

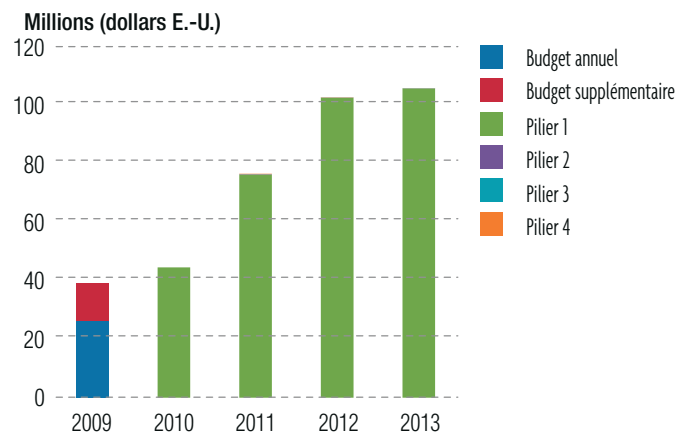
Le PAM a continué à fournir des rations alimentaires générales aux réfugiés hébergés dans les camps ; un projet associant des allocations en espèces et une aide alimentaire a été exécuté à titre expérimental dans les camps de réfugiés somaliens de Jijiga. Des réunions de coordination bilatérale, dont une réunion régionale à Nairobi (Kenya), ont été organisées régulièrement pour débattre d'un éventail de questions, allant de la protection à la politique générale, consolidant encore le partenariat entre les deux organisations.

En collaboration avec des donateurs, le financement bilatéral ou le cofinancement des ONG a été coordonné afin de veiller à ce que tous les projets soient en accord avec la stratégie globale de chaque opération, contribuant ainsi à un programme mieux financé et plus cohérent.

| Informations financières |

Le budget global de l'opération du HCR en Éthiopie a été fixé à 193,2 millions de dollars E.-U., ce qui représente une baisse de 12 pour cent par rapport au budget de 218,6 millions présenté en 2012. Le niveau de financement disponible pour cette opération a permis de dépenser au total 105,8 millions de dollars E.-U., de sorte que le HCR a pu répondre à 55 pour cent de l'ensemble des besoins. Cependant, les besoins non satisfaits sont restés importants dans tous les secteurs.

Dépenses en Éthiopie | 2009-2013



Budget, revenus et dépenses en Éthiopie | dollars E.-U.

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	Total
BUDGET FINAL	192 994 600	156 279	193 150 879

Revenus issus des contributions ¹	92 277 469	0	92 277 469
Autres fonds disponibles / transferts	13 494 582	54 642	13 549 224
Total des fonds disponibles	105 772 051	54 642	105 826 693

DÉPENSES PAR OBJECTIF

Environnement de protection favorable

Instruments régionaux et internationaux	32 592	2 872	35 464
Droit et politique générale	54 207	1 436	55 643
Institutions administratives et pratiques	74 457	203	74 660
Accès à l'assistance juridique et recours	237 511	0	237 511
Accès au territoire et réduction du risque de refoulement	184 968	0	184 968
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	270 119	2 872	272 991
Sous-total	853 853	7 384	861 237

Processus de protection et documents adéquats

Conditions d'accueil	1 147 816	0	1 147 816
Identification des cas d'apatridie	432	47 258	47 690
Enregistrement et établissement de profils	2 043 636	0	2 043 636
Procédures de détermination du statut	122 320	0	122 320
Documents individuels	307 292	0	307 292
Enregistrement et documents d'état civil	521 605	0	521 605
Regroupement familial	279 241	0	279 241
Sous-total	4 422 342	47 258	4 469 601

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Protection contre la criminalité	375 386	0	375 386
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	3 314 126	0	3 314 126
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	448 944	0	448 944
Protection des enfants	2 240 740	0	2 240 740
Sous-total	6 379 196	0	6 379 196

Besoins de base et services essentiels

Santé	6 493 966	0	6 493 966
Santé procréative et services liés au VIH	4 021 053	0	4 021 053
Nutrition	2 812 767	0	2 812 767
Sécurité alimentaire	285 606	0	285 606
Eau	4 276 337	0	4 276 337
Assainissement et hygiène	5 730 341	0	5 730 341
Abris et infrastructure	6 590 095	0	6 590 095
Accès à l'énergie	3 881 555	0	3 881 555
Articles ménagers et articles de base	6 435 104	0	6 435 104
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	1 857 920	0	1 857 920
Éducation	6 514 114	0	6 514 114
Sous-total	48 898 857	0	48 898 857

Autonomisation et autogestion communautaires

Mobilisation communautaire	1 534 800	0	1 534 800
Coexistence avec les communautés locales	477 451	0	477 451
Ressources naturelles et environnement commun	1 389 729	0	1 389 729
Autosuffisance et moyens d'existence	2 720 509	0	2 720 509
Sous-total	6 122 489	0	6 122 489

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	Total
<i>Solutions durables</i>			
Stratégie de solutions globales	52 031	0	52 031
Retour volontaire	13 757	0	13 757
Intégration	2 827	0	2 827
Réinstallation	890 091	0	890 091
Sous-total	958 707	0	958 707
<i>Direction, coordination et partenariats</i>			
Coordination et partenariats	796 613	0	796 613
Gestion et coordination des camps	349 124	0	349 124
Sous-total	1 145 736	0	1 145 736
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	4 510 202	0	4 510 202
Gestion des opérations, coordination et appui	8 431 659	0	8 431 659
Sous-total	12 941 861	0	12 941 861
<i>Appui régional et au Siège</i>			
Développement de politique générale	0	0	0
Direction et gestion stratégique globale	315	0	315
Conseils et appui à la protection	911	0	911
Conseils et appui techniques aux opérations	942	0	942
Priorisation, allocation des ressources et gestion financière	17	0	17
Gestion globale de l'approvisionnement	1 572	0	1 572
Développement des capacités, des compétences et des savoirs	2 280	0	2 280
Sous-total	6 036	0	6 036
Solde des versements aux partenaires d'exécution	24 020 052	0	24 020 052
Total	105 749 131	54 642	105 803 773

¹ Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.